Rappelant également sa résolution 40/208 du 17 décembre 1985, relative à la mise en valeur des ressources énergétiques des pays en développement,

Réaffirmant l'importance qui s'attache à la mise en valeur des ressources énergétiques des pays en développement et la nécessité pour la communauté internationale de prendre des mesures afin d'aider et d'appuyer l'effort que font ces pays, en particulier s'ils ont un déficit énergétique, pour mettre en valeur leurs propres ressources énergétiques, de manière à répondre par la coopération, l'assistance et les investissements à leurs besoins dans le domaine des sources d'énergie classiques aussi bien que nouvelles et renouvelables, et ce en conformité avec leurs priorités et plans nationaux,

1. *Réaffirme* sa résolution 40/208 et demande que toutes ses dispositions soient effectivement appliquées;

2. *Accueille avec satisfaction* le rapport du Secrétaire général sur les tendances concernant la prospection et la mise en valeur des ressources énergétiques dans les pays en développement⁵²;

3. *Note avec préoccupation* que ces tendances sont depuis quelques années sur le déclin et prie en conséquence le Secrétaire général d'élaborer dans ses grandes lignes un programme d'action en vue d'accélérer la prospection et la mise en valeur des ressources énergétiques des pays en développement;

4. *Se félicite* de la tenue de colloques et des initiatives analogues qui ont fait suite à la résolution 40/208 et demande aux États Membres intéressés de continuer, en collaboration avec les organes, organisations et organismes compétents des Nations Unies, à étudier les moyens d'appuyer l'effort que font les pays en développement pour prospecter et mettre en valeur leurs ressources énergétiques;

5. *Prie* le Secrétaire général de continuer à faire des études et analyses appropriées des tendances concernant la prospection et la mise en valeur des ressources énergétiques, compte tenu des activités des organismes compétents des Nations Unies dans ce domaine, et de lui présenter un rapport à sa quarante-cinquième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social à sa seconde session ordinaire de 1990.

83^e séance plénière
20 décembre 1988

43/194. Etude des tendances à long terme du développement économique et social

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 3508 (XXX) du 15 décembre 1975, 32/57 du 8 décembre 1977, 34/57 du 29 novembre 1979, 37/249 du 21 décembre 1982 et 40/207 du 17 décembre 1985,

Estimant que la relance du processus de développement économique et social dans les pays en développement est indispensable à une croissance soutenue de l'économie internationale et au bien-être de tous,

Considérant qu'une étude des tendances économiques et sociales à long terme et de leur interaction prévisible serait utile à l'élaboration de la stratégie internationale du développement pour la quatrième décennie des Nations Unies pour le développement, qu'elle a demandée dans sa résolution 42/193 du 11 décembre 1987,

Consciente qu'il y a lieu de continuer à identifier les sources de problèmes possibles et les aspects critiques de l'économie mondiale, pour être en mesure de mieux les prévoir et de mieux y faire face grâce à des politiques coordonnées et concertées,

Considérant le rôle que l'Organisation des Nations Unies doit et peut jouer dans l'élaboration d'approches communes prospectives à l'égard des grandes questions économiques et sociales de portée internationale,

1. *Prend acte avec intérêt* du rapport du Secrétaire général sur les perspectives socio-économiques de l'économie mondiale jusqu'à l'an 2000⁵³;

2. *Prie* le Secrétaire général, en collaboration avec le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, de mettre à jour au besoin ledit rapport en tenant compte du débat qui a eu lieu à l'Assemblée générale lors de sa quarante-troisième session et de la discussion précédente au Conseil économique et social lors de sa seconde session ordinaire de 1988, ainsi que des vues du Comité de la planification du développement, de façon à en accroître l'utilité comme l'un des documents pouvant servir de base à l'élaboration de la stratégie internationale du développement pour la quatrième décennie des Nations Unies pour le développement;

3. *Prie également* le Secrétaire général d'établir, en temps voulu pour le milieu de la décennie, un rapport détaillé sur la base de l'étude mise à jour des perspectives socio-économiques de l'économie mondiale jusqu'à l'an 2000 et d'étudier la question de l'établissement d'un rapport ultérieur vers la fin de la décennie, tout en sélectionnant, en vue d'études thématiques, les domaines d'intérêt commun qui méritent de retenir l'attention de la communauté internationale.

83^e séance plénière
20 décembre 1988

43/195. Coopération internationale en vue d'éliminer la pauvreté dans les pays en développement

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) du 1^{er} mai 1974, où figurent la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, 3281 (XXIX) du 12 décembre 1974, qui contient la Charte des droits et devoirs économiques des États, et 3362 (S-VII) du 16 septembre 1975, relative au développement et à la coopération économique internationale,

Prenant note de la résolution 1988/47 du Conseil économique et social, en date du 27 mai 1988, relative à l'extrême pauvreté,

Consciente que la situation économique défavorable des pays en développement, qu'aggravent encore d'importants déséquilibres structurels dans l'économie mondiale, a entravé le processus de développement dans ces pays et réduit leur capacité d'entreprendre des programmes économiques et sociaux en vue, notamment, d'éliminer la pauvreté,

Profondément préoccupée par le fait qu'un pourcentage important de la population mondiale vit dans des conditions de pauvreté absolue et que, dans les pays en développement, la pauvreté peut mettre en péril la stabilité sociale et politique,

⁵² A/43/476.

⁵³ A/43/554.

Soulignant que l'élimination de la pauvreté est l'un des objectifs de développement les plus importants et nécessite une action de la communauté internationale à tous les niveaux,

Notant qu'il importe d'assurer une coopération internationale efficace pour appuyer les efforts nationaux en vue d'éliminer la pauvreté,

Consciente que l'élimination de la pauvreté est rendue plus difficile par une série de facteurs qui tiennent à l'environnement économique international et qui freinent la croissance et le développement des pays en développement, comme la détérioration des termes de l'échange, le renforcement du protectionnisme, les taux d'intérêt réel élevés, les cours trop bas des prix des produits de base et la lourde charge de la dette extérieure,

Très inquiète de constater que les conséquences négatives des programmes d'ajustement structurel ont exacerbé la pauvreté dans les pays en développement, en particulier parmi les groupes vulnérables, et ont limité la capacité qu'ont ces pays d'atteindre les objectifs socio-économiques qu'ils se sont fixés,

Soulignant que, pour éliminer la pauvreté dans les pays en développement, il faut adopter des démarches nouvelles et originales et les intégrer à la politique de croissance et de développement de ces pays,

1. *Demande instamment* à la communauté internationale d'assurer, à titre prioritaire, un environnement économique international qui soit favorable à la croissance et au développement et renforce l'action entreprise par les pays en développement pour réactiver leur processus de développement et éliminer la pauvreté;

2. *Prie* les commissions régionales, conformément à leur mandat, de contribuer plus efficacement au renforcement de la coopération régionale et sous-régionale et d'étudier diverses options, notamment des approches nouvelles orientées vers la relance de la croissance et du développement dans les pays en développement, afin de permettre à ceux-ci de procéder avec efficacité à l'élimination de la pauvreté;

3. *Prie* le Secrétaire général de lui soumettre à sa quarante-quatrième session un rapport analysant l'effet de la crise économique des pays en développement sur la misère qui y existe et recommandant des mesures de politique internationale efficaces en vue d'éliminer d'urgence et pour toujours la pauvreté, conformément aux dispositions de la présente résolution.

83^e séance plénière
20 décembre 1988

43/196. Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 42/186 du 11 décembre 1987, par laquelle elle a adopté l'Étude des perspectives en matière d'environnement jusqu'à l'an 2000 et au-delà comme cadre général d'orientation de l'action nationale et de la coopération internationale en vue de l'adoption de politiques et de programmes propres à assurer un développement écologiquement rationnel,

Rappelant également sa résolution 42/187 du 11 décembre 1987, dans laquelle elle s'est félicitée du rapport de la Commission mondiale pour l'environnement et le développement⁵⁴,

Considérant que la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, tenue en 1972 en application de la résolution 2398 (XXIII) de l'Assemblée générale, en date du 3 décembre 1968, lui avait recommandé de convoquer une deuxième conférence des Nations Unies sur la question⁵⁵,

Convaincue qu'il est hautement souhaitable de convoquer, en 1992 au plus tard, une conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement,

Consciente que de graves problèmes d'environnement se présentent dans tous les pays et qu'il y a lieu de s'y attaquer progressivement en prenant des mesures préventives à la source,

Appelant l'attention sur l'objectif commun de tous les pays, à savoir le renforcement de la coopération internationale en vue de favoriser la croissance et le développement dans le monde entier, et estimant que, en raison du caractère mondial des grands problèmes d'environnement, tous les pays ont intérêt à appliquer des politiques visant à assurer un développement durable et écologiquement rationnel dans le cadre d'un bon équilibre écologique,

Notant que, en ce qui concerne les politiques de l'environnement et du développement, les objectifs critiques découlant de la nécessité d'un développement durable et écologiquement rationnel doivent comprendre la création d'un environnement sain, propre et sûr, la relance de la croissance et l'amélioration de sa qualité, la solution des problèmes de la pauvreté et la satisfaction des besoins humains par le relèvement du niveau de vie et l'amélioration de la qualité de la vie, l'étude des questions de population et de conservation et d'élargissement de la base de ressources, la réorientation de la technologie et la gestion des risques, ainsi que la fusion des considérations écologiques et économiques dans la prise de décisions,

Se rendant compte qu'un environnement économique international favorable, conduisant à une croissance et un développement économiques soutenus dans tous les pays, notamment dans les pays en développement, est d'une importance majeure pour une saine gestion de l'environnement,

Soulignant que tous les pays doivent prendre des mesures efficaces pour protéger, restaurer et améliorer l'environnement en fonction notamment de leurs capacités respectives, tout en reconnaissant les efforts faits dans tous les pays à cet égard, y compris la coopération internationale entre pays développés et pays en développement,

Notant que l'introduction actuelle de polluants dans l'environnement, y compris de déchets toxiques et dangereux, est due en grande partie aux pays développés et considérant donc que la responsabilité principale de la lutte contre cette pollution leur incombe,

Réaffirmant qu'il faut obtenir de la communauté internationale des ressources financières supplémentaires pour aider utilement les pays en développement à identifier, analyser, suivre, gérer ou prévenir les problèmes écologiques, conformément à leurs plans, priorités et objectifs nationaux de développement,

Réaffirmant également que pour permettre aux pays en développement de développer et de renforcer leurs moyens d'identifier, d'analyser, de suivre, de gérer ou de prévenir les problèmes écologiques, conformément à leurs plans, priorités et objectifs nationaux de développement, il faut que les pays développés et les organes et organismes com-

⁵⁴ A/42/427, annexe.

⁵⁵ Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, Stockholm, 5-16 juin 1972 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73 II.A.14 et Corr.1), chap. IV, résolution 4 (I).